

DEPARTEMENT  
DE  
MEURTHE-ET-  
MOSELLE

Commune d ' A T T O N

**PROCES-VERBAL**  
DES  
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

*Séance du 23 mai 2022*  
*à 20 heures 30*

**NOMBRE**

Conseillers en exercice	13
Présents	13
Votants	13

L'an deux mille vingt deux, le vingt-trois mai, le Conseil Municipal de la commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Madame CURINA-PRILLIEUX Marlène, Maire.

Etaient présents: Mmes PAUCET Nathalie, FABBRI Pascale, CAPLA Anna

M., RICHARD-MAUPILLIER Frédéric, PARMENTELAT Alain, PINTO Marcel, BARBELIN Jérôme, SINTEFF Thierry, BARTHELEMY Jean-Etienne, HUET Fabrice, LANNO Jean-Christophe, BOYER Sébastien

Etait(ent) excusé(s) :

Procuration :

***Date de convocation : 10/05/2022***

***Date d'affichage et de transmission à la  
Préfecture : 25/05/2022***

OBJET N°05: AUTRES DOMAINES DE COMPETENCE – AUTRES DOMAINES DE COMPETENCES DES COMMUNES

**Formalités de publicité et d'entrée en vigueur des actes pris par les communes**

Un scrutin a eu lieu, Fabrice HUET a été nommé(e) pour remplir les fonctions de secrétaire.

Au 1er juillet 2022, de nouvelles règles s'appliqueront pour les communes et leurs groupements en vue « de moderniser, de simplifier, de clarifier et d'harmoniser les règles et les formalités qui régissent la publicité, l'entrée en vigueur et la conservation des actes » (ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021, rapport au président de la République relatif à l'ordonnance).

Considérant que les communes de moins de 3500 habitants doivent, par délibération du conseil municipal, choisir un mode de publication entre l'affichage, la publication sous forme électronique ou la publication sur papier ;

Considérant qu'à défaut de délibération à ce sujet, la publication sous forme électronique est imposée ;

Considérant que, dès lors qu'une commune de moins de 3 500 habitants opte pour une publication sous format papier de ses actes, ils doivent être mis à la disposition du public en mairie, de manière permanente et gratuite ;

Considérant que le conseil municipal peut modifier son choix à tout moment ;

Le Conseil Municipal, après délibération,

- **Décide** de rendre publics les actes réglementaires et les décisions ni réglementaires, ni individuelles par affichage.
- Cette délibération est applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Adopté à l'unanimité.

Le Maire,

